UNION EUROPÉENNE Le chancelier Gerhard Schröder devait rencontrer Jacques Chirac et Lionel Jospin, à Rambouillet vendredi 19 mai, pour un séminaire à huis clos. Ils devaient tenter de mettre leurs stratégies en conformité avant la présidence française de l'Union européenne au second semestre dans un contexte de relations franco-allemandes distendues. ● DEUX SUJETS seront abordés en priorité : la généralisation du vote à la majorité qualifiée dans les procédures de prise de décision communautaire et la mise en place d'un système souple de *« coopérations renforcées »* pour les Etats désireux d'aller de l'avant vers des politiques plus intégrées. ● LES PROPOSITIONS du ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, en faveur d'une Europe fédérale devaient faire l'objet de discussions libres. ● LES PAYS européens les accueillent avec beaucoup de prudence.

France et Allemagne tentent de ressouder leur union à Rambouillet

Le chancelier Gerhard Schröder devait retrouver Jacques Chirac et Lionel Jospin pour accorder leurs positions avant la présidence française de l'Union européenne au second semestre. Ils devraient aussi évoquer les propositions allemandes d'Europe fédérale

À UN MOIS de la présidence de l'Union européenne, que la France va assurer pour la onzième fois à partir du 1er juillet, Paris et Berlin attachent l'un et l'autre une grande importance à ce que les négociations engagées sur la réforme du fonctionnement communautaire aboutissent. S'il n'est pas envisagé de propositions formelles communes, afin de ne pas interférer sur le rôle d'arbitre qu'aura la France, les deux pays ont l'intention pour y parvenir de travailler étroitement ensemble.

Pour affirmer cette démarche, le chancelier Schröder et son ministre des affaires étrangères, le vice-chancelier Joschka Fischer, étaient attendus, vendredi 19 mai en fin d'après-midi, à Rambouillet, pour un séminaire à huis clos avec le président Jacques Chirac et Lionel Jospin, accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères et européennes, Hubert Vedrine et Pierre Moscovici. Cet échange de vues strictement confidentiel avait été convenu en mars lors du Sommet européen de Lisbonne, consacré aux politiques économique et sociale européennes, où il avait été remarqué que le tandem franco-allemand paraissait se diluer dans un nouveau concert européen où d'autres pays, comme la Grande-Bretagne et l'Espagne, faisaient, eux aussi, figure de forces d'entraînement.

L'AGENDA SOCIAL

Les échéances qui attendent la présidence française, déterminantes pour assurer dans de bonnes conditions la nouvelle vague prévue d'élargissements de l'Union vers l'Est, ont resserré les rangs. Les faiblesses de l'euro, les hésitations sur l'élargissement et les difficultés rencontrées par le premier ministre britannique, Tony Blair, pour tenir ses promesses européennes, ont amené Français et Allemands à reconnaître en même temps que le moment est venu de relancer la machine à idées. Cette prise de conscience a marqué le discours que le premier ministre français a prononcé à l'Assemblée nationale le 9 mai, pour présenter les objectifs de la présidence française, et les débats qui ont suivi. Et ce n'est pas par hasard que le ministre allemand Joschka Fischer a choisi ce moment pour rouvrir trois jours plus tard la discussion sur l'avenir fédéral de la construction européenne.

Les discussions de Rambouillet ouvrent un cycle de rencontres qui se continuera par le sommet franco-allemand du 9 juin à Mayence, puis la visite d'Etat que le président Chirac fera, fin juin, à Berlin. On rappelait ces jours-ci à Paris et à Berlin qu'il importe aujourd'hui de se concentrer sur les sujets qui vont marquer la présidence française : la conférence intergouvernementale (CIG) sur le fonctionnement des institutions européennes, qui doit se clore à Nice en décembre, la Charte des droits fondamentaux européens, la consolidation de l'Europe de la défense et, enfin, ce qui tient aussi au cœur des Français, la fixation d'un agenda social pour l'harmonisation des législations.

VOTE À LA MAJORITÉ QUALIFIÉE

L'enjeu de la CIG est important. France et Allemagne abordent cette phase avec des objectifs communs sur les deux sujets-clés, la généralisation du vote à la majorité qualifiée dans les procédures de prise de décision communautaire et la mise en place d'un système souple de coopérations renforcées pour les Etats désireux d'aller de l'avant vers des politiques plus intégrées.

Ces deux points sont considérés comme essentiels pour que l'Europe politique puisse progresser dans les années à venir. Les résistances restent fortes, notamment en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves. Paris et Berlin ont besoin de régler certains points encore en litige, notamment sur la pondération des voix des pays au Conseil. L'Allemagne, pays le plus peuplé d'Europe, souhaite qu'on en tienne compte, la France veut s'en tenir au principe d'égalité des grands pays. Les deux pays doivent ensuite ajuster leurs stratégies, s'entendre sur le niveau auquel placer la barre pour parvenir à un accord à Nice. A Paris, on affirme qu'il faut un bon accord et que la France n'a aucun intérêt à vouloir cet accord à tout prix pour des raisons de prestige.

Les perspectives à plus long terme dessinées par M. Fischer dans son discours de Berlin devaient être abordées au cours du dîner de vendredi soir, consacré à une discussion plus libre entre les dirigeants. Le projet fédéral du leader Vert allemand a été accueilli avec un intérêt marqué, mais une certaine prudence, en France, où l'on s'est surtout félicité de sa volonté de relancer le moteur franco-allemand. Les formations de droite, pour lesquelles le terme « fédéralisme » reste difficile, sont restées sur la réserve. Le Parti socialiste s'est montré plus allant, estimant que les idées de M. Fischer étaient en convergence avec les positions européennes du PS.

Seuls les Verts ont applaudi à deux mains. *« Construire l'Europe, allons-y Joschka »*, se félicitent-ils dans un appel paru dans *Libération*, signé par les deux ministres Dominique Voynet et Guy Hascouet, par Daniel Cohn-Bendit et d'autres dirigeants. *« L'essentiel est là*, écrivent-ils *: il nous faut le grand bond en avant de l'Europe politique, de l'Europe efficace, qui décide pour ce qui la concerne à la majorité de ses citoyens. Bref, une Europe fédérale, que le nom plaise ou non. »*

Henri de Bresson et Arnaud Leparmentier

Romano Prodi, président de la Commission européenne

« Le temps de la réflexion sur l'avenir est revenu »

« Le débat sur l'Europe a été relancé avec l'initiative du vice-chancelier et ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer. Quel est votre sentiment sur cette idée d'une fédération européenne, est-ce l'électrochoc dont l'Europe avait besoin ?

– J'ai toujours dit que le débat sur l'Europe aurait des hauts et des bas. Je suis heureux de ne plus être le seul à défendre ces idées. Je suis désormais en bonne compagnie. Je ne mettrai pas l'accent sur le mot "fédéral", qui suscite des différences d'interprétation selon les pays, mais il est clair que cette invitation à une reprise d'une initiative franco-allemande sur l'Europe est bienvenue. Nous en avons besoin, car il n'est pas d'Europe sans une initiative forte de ces deux pays. Celle-ci n'est pas suffisante, mais elle est nécessaire. Le temps de la réflexion sur l'avenir est revenu.

– Jusqu'à présent, le mot "fédéralisme" était tabou...

– Il l'est encore dans certains pays, comme en Angleterre. Le problème est celui d'une Europe forte, performante. Personnellement, j'aime le mot fédéral, et aussi le modèle fédéral, même si je pense qu'il ne sera pas possible de le créer tout de suite. C'est d'ailleurs l'idée de M. Fischer. Au fond, ce qu'il dit, c'est que nous avons besoin de plus d'Europe.

– Les propositions de M. Fischer reposent sur l'idée que la méthode Monnet des "petits pas" pour la construction européenne a trouvé ses limites. Est-ce votre avis ?

ROMANO PRODI

– L'Europe a toujours progressé avec des petits pas. Le problème est d'avoir aussi une grande vision. Ce n'est donc pas une question de méthode : nous avons relevé le défi de l'euro et c'était hier. L'euro fonctionne, et tout le monde a compris que ce n'était possible qu'avec un climat de cohésion politique.

– M. Fischer dit qu'avec l'élargissement, l'Europe ne peut plus avancer d'un seul pas...

– C'est vrai qu'il faut avoir de nouvelles flexibilités, en donnant la possibilité à un certain nombre de pays d'avoir entre eux des liens plus forts. Il n'est pas question que ces "coopérations renforcées" *[la possibilité pour certains pays d'aller de l'avant sur certains sujets sans que les autres puissent s'y opposer]* puissent se faire avec deux ou trois pays. Nous avons proposé un seuil d'au moins un tiers des pays membres, d'autres ont avancé un chiffre supérieur. Dans tous les cas, cela ne doit pas être l'"Europe à la carte". Il faut un processus institutionnel bien précis qui encadre ces coopérations renforcées.

– Dans le plan Fischer, ces coopérations renforcées ne sont qu'un premier stade, un instrument. Ensuite, il y a l'étape suivante du "centre de gravité", menant vers la fédération.

– Je ne pense pas aux coopérations renforcées pour des dossiers secondaires, mais au contraire pour les plus importants. Dès lors, la frontière entre des coopérations renforcées ainsi conçues et une Europe fédérale est difficile à tracer. L'intérêt n'est pas de donner des définitions politiques précises, mais de proposer et promouvoir une vision politique. J'ai accueilli le discours de M. Fischer avec beaucoup de satisfaction, car désormais je ne suis plus tout seul. J'ai été critiqué, accusé d'avoir une approche trop peu concrète ; on a écrit que M. Prodi avait en tête une Europe qui n'existe pas ! Or, ma vision était juste ; la Commission n'est plus seule.

– Pensez-vous qu'il faut avoir aujourd'hui le courage politique de dire que l'Europe se fera à plusieurs vitesses ?

– Il faut prévoir la possibilité pour les pays les mieux préparés et qui ont la volonté et le désir d'aller de l'avant, de le faire. Et d'exercer ainsi une attraction sur les autres. Il faut voir un tel processus de façon dynamique. Dans une telle avant-garde, il faut avoir l'Allemagne et la France...

– Et la limiter aux Six ?

- Oui, peut-être les Six. C'est vrai qu'on rassemblera facilement, pour de telles initiatives, le Benelux et l'Italie, mais aussi la Grèce et le Portugal.

– Après le discours de M. Fischer, faut-il avoir un ordre du jour de la conférence intergouvernementale nettement plus ambitieux ?

– Beaucoup va dépendre des résultats de la rencontre de Rambouillet. On va voir si ses idées à long terme sur une Europe fédérale peuvent susciter des propositions immédiates. Mais je ne pense pas que la problématique d'une Europe fédérale doive être inscrite dans l'agenda de la conférence intergouvernementale. Il faudra approfondir cette question et peut-être un "comité des Sages" peut-il nous aider à préciser notre vision.

– Doit-on pour autant se contenter des trois points non résolus par les Quinze, à Amsterdam, en 1997 : la question de la majorité qualifiée, celle de la composition de la Commission, et la repondération des voix au Conseil ?

– Si ces trois points sont résolus et bien résolus, et que l'on y ajoute la question des coopérations renforcées, ainsi que la charte des droits fondamentaux, ce sera déjà considérable. Il y a maintenant de la part des Français et des Allemands une volonté de s'entendre. Ce n'est pas forcément la dernière conférence intergouvernementale, mais c'est la dernière avant l'élargissement. »

Propos recueillis par
Philippe Lemaître
et Laurent Zecchini

Le Monde 20/5/2000 p.2

Le Monde 20/5/2000

Prudence ou hostilité à travers l'Europe face aux propositions de M. Fischer

p 2

LES PAYS membres de l'Union européenne ont diversement accueilli les propositions faites le 12 mai à Berlin par Joschka Fischer, vice-chancelier et ministre allemand des affaires étrangères, en faveur de la création d'une Europe fédérale.

● Italie

Rome a accueilli plutôt mollement les propositions de Joschka Fischer. L'information a été rapportée sans beaucoup de commentaires et les réactions ont été rares. D'une manière générale, on considère que les idées du ministre allemand sont intéressantes et inscrites dans la logique de l'Union, mais qu'il faudra encore du temps avant d'arriver à ce qui, pour le moment, fait figure de rêve lointain. En dehors de Romano Prodi et du centriste Lamberto Dini, ministre des affaires extérieures, qui a déclaré partager *« cette idée d'un indéniable intérêt »*, l'initiative de M. Fischer n'a pas suscité beaucoup de prises de position publiques. Ni au sein du gouvernement, ni dans l'opposition. Le chef de file de la droite, Silvio Berlusconi évoque d'ailleurs rarement les thèmes européens et la construction de l'Union. Du côté du Parti démocratique de la gauche, principale formation de la coalition au pouvoir, Giorgio Napolitano, en tant que parlementaire européen et président de la commission des affaires constitutionnelles, a estimé qu'il était *« juste d'imaginer plusieurs vitesses, mais à condition que les navires les plus rapides ne perdent pas de vue les plus lents »*.

● Pays-Bas

Répondant aux questions de la Commission chargée des affaires européennes à la Seconde Chambre, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, Jozias Van Aartsen, a qualifié, mercredi 17 mai, d'intéressant le discours de son homologue allemand. *« Il est bon que ce type d'idées soient jetées sur la table, mais chaque chose en son temps »*, a-t-il dit, estimant cependant nécessaire de se concentrer d'abord sur la conférence intergouvernementale. Les Néerlandais se félicitent du souhait de M. Fischer d'une mise en œuvre souple des coopérations renforcées. *« Nous sommes heureux d'entendre ces propositions dans la bouche du ministre allemand. Nous étions les premiers à vouloir renforcer la flexibilité telle que prévue dans le traité d'Amsterdam »*, indique-t-on à La Haye. En revanche, le fédéralisme dérange : *« Il est encore trop tôt. Ce qui ne nous empêche pas de penser que l'Union a besoin de ce type d'idées, qui fournissent une bonne matière à discussions »*, souligne le porte-parole du ministre des affaires étrangères.

● Pays scandinaves

Les propositions de M. Fischer n'ont, pour plaire aux pays scandinaves, que très peu porté sur la notion de fédéralisme européen. Le discours du ministre allemand ne pouvait pas tomber plus mal pour le chef du gouvernement danois, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, qui a déjà fort à faire pour tenter de convaincre ses concitoyens d'adopter l'euro. L'issue du référendum sur cette question, organisé le 28 septembre, apparaît très incertaine. Ce ne sont pas les appels à la relance de l'intégration européenne qui vont amadouer les eurosceptiques danois, ni faire pencher les indécis du côté du « oui ». En rejetant le traité de Maastricht en 1992, les Danois avaient signifié leur désaccord vis-à-vis d'une évolution plus politique de l'Union européenne (UE). Même si M. Fischer souligne que seuls les Etats le désirant feraient partie de « sa » *« fédération européenne »*, les partis anti-UE danois ont vu dans ce projet l'évolution souhaitée par les grandes nations. *« C'est réjouissant que quelqu'un s'exprime clairement de la sorte... »*, a commenté Jens Peter Bonde, l'un des dirigeants du Mouvement de juin, qui regroupe des eurosceptiques à gauche des sociaux-démocrates.

En Suède, le discours de M. Fischer est passé inaperçu. Il n'a été mentionné pour la première fois que, mardi, par l'un des quotidiens de Stockholm, et encore de façon strictement factuelle. Le gouvernement s'est bien gardé de rebondir pour ne pas enflammer les partis anti-européens. En Finlande, seul des pays scandinaves à pouvoir envisager de faire partie de la fédération appelée de ses vœux par M. Fischer, ses propositions n'ont pas provoqué de réactions notables.

● Grande-Bretagne

Le thème du fédéralisme européen est totalement éclipsé outre-Manche par la controverse sur l'euro. En fait, il n'existe pas de divergences de fond entre travaillistes et conservateurs, opposés à tout abandon de souveraineté du Parlement de Westminster. La question de l'adhésion de la livre sterling à l'euro tétanise à ce point Tony Blair qu'il ne perd pas une occasion d'affirmer sa réticence face à toute accélération de la construction politique européenne. M. Blair, qui travaille, dit-on, sur l'hypothèse d'élections générales anticipées en 2001, ne s'exposera pas en tout cas sur ce terrain impopulaire. Les conservateurs, plus eurosceptiques que jamais, ont accusé l'Allemagne de vouloir imposer une Europe fédérale calquée sur le modèle germanique. Même les libéraux-démocrates, incontestablement les plus européens des grands partis politiques, plaident en faveur d'un *« fédéralisme décentralisé »* tout en précisant que celui-ci n'a rien à voir avec un super-Etat centralisé.

Enquête de nos correspondants en Europe